

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction des
collectivités territoriales
et de l'environnement

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Affaire suivie par :
Mme BELENFANT
☎ : 02.47.33.12.46.

Arrêté Canberra Eurisys

N°17655

ARRETE

**de prescriptions complémentaires à l'arrêté
d'autorisation n° 14207 du 15 février 1994 modifié
le 20 février 1996, autorisant la société
CANBERRA EURISYS (anciennement SAGEM puis
EURISYS MESURES) à poursuivre l'exploitation de
ses installations situées en zone industrielle de la
vallée du parc à LOCHES**

Le Préfet du département d'Indre et Loire

VU le code de l'environnement titre 1^{er} - livre V ; relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} – livre II, relatif à l'eau et aux milieux aquatiques,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 1333-1 et L 1333-4,

VU l'arrêté préfectoral n° 14207 du 15 15 février 1994 autorisant la société SAGEM à poursuivre l'exploitation de ses activités situées en zone industrielle la vallée du parc à LOCHES,

VU l'arrêté préfectoral n° 14522 délivré le 20 février 1996 à la société EURISYS MESURES lors de la reprise de la société SAGEM modifiant l'arrêté préfectoral initial sus visé,

VU la demande déposée par la sté CANBERRA EURISYS le 11 janvier 2005, à l'effet d'obtenir le renouvellement de l'autorisation de détention et d'utilisation de radioéléments en sources scellées et non scellées délivrée antérieurement par la CIREA (ref. T 37 0207 S4 L2)

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 06 avril 2005,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 21 avril 2005,

CONSIDERANT que par suite de la modification intervenue dans le Code de la Santé publique, l'arrêté d'autorisation délivré à une installation classée au titre du Code de l'Environnement vaut désormais autorisation d'utilisation et de détention de sources radioactives au titre du Code de la Santé publique,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de fixer à l'exploitant des prescriptions techniques additionnelles adaptées relatives à la détention et à l'utilisation des sources radioactives sur le site de son établissement d'AVOINE,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre et Loire,

A R R E T E :

Article 1^{er}

La société CANBERRA EURISYS dont le siège social est situé au 4 avenue des Frênes - Zone d'activité de l'observatoire - 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur la commune de LOCHES (coordonnées en Lambert 2 étendu : X = 494,00 , Y = 223,00 des installations visées par l'article 2 du présent arrêté, dans son établissement sis zone industrielle de LOCHES.

Article 2 :

Dans le tableau des activités figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 15/02/1994 susvisé, la rubrique n°385 quater 4.a est remplacée par la suivante :

Rubrique	Désignation des activités	Capacité	Régime
1710	Substances radioactives pour une activité totale équivalente Q^* supérieure à : 370 MBq mais inférieure à 3 700 GBq.	$Q = 4,521$ GBq	A

* le calcul de Q est rendu nécessaire du fait de l'existence de plusieurs rubriques 1700 sur le site. Un calcul intermédiaire de A a également été rendu nécessaire pour cause d'utilisation de substances radioactives ayant des radio toxicités différentes.

L'arrêté préfectoral modificatif du 20/02/1996 est abrogé.

Toute modification relative aux radioéléments utilisés, entreposés, fabriqués, à leurs activités ou à leur conditionnement devra faire l'objet d'une information préalable de M. le Préfet d'Indre et Loire.

Article 3 :

La présente autorisation vaut autorisation de détention et d'utilisation de sources radioactives au titre du code de la santé publique pour les radioéléments et activité suivante :

Rubrique	Radio Nucléide ou groupe de radio toxicité	Activité autorisées (en MBq)	Activité totale équivalente Q autorisée (en MBq)
1710	Gaz tritium (^3H)	30	4 521
1711	Minéral d'Uranium	11,7	
1720	Groupe 1	200 000	
	Groupe 2	1 200 000	
	Groupe 3	42 010 000	
	Groupe 4	1 020	

L'utilisation de substances radioactives en dehors de l'établissement est exclue des dispositions du présent article et reste donc soumis aux dispositions du code de la santé pour ce qui concerne notamment leur autorisation.

Article 4 :

Les dispositions du présent arrêté relatives à l'utilisation, l'entreposage ou la fabrication de sources radioactives ne dispense pas l'exploitant du respect des autres réglementations afférentes et notamment celles relatives aux transports de matières dangereuses et à la protection des travailleurs.

Article 5 :

Les dispositions des articles 32 à 44 de l'arrêté susvisé du 15/02/1994 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

1. Exploitation

L'exploitation des sources radioactives se fait sous la responsabilité de la personne physique détentrice de l'autorisation de détention et nommément désignée.

L'exploitant met en place un service compétent en radioprotection. Les personnes qui composent le service sont nommément désignées.

L'exploitant informe M. le Préfet de l'identité des personnes désignées ci-dessus dès notification du présent arrêté.

2. Dossier de suivi de l'autorisation de détention et d'utilisation

L'exploitant établit un dossier relatif aux activités nucléaires exercées. Ce dossier comporte :

1. le nom de la personne responsable de l'activité nucléaire au sein de l'établissement et ses compétences en radioprotection,
2. le nom des personnes composant le service compétent en radioprotection au sein de l'établissement ainsi qu'une copie de leur qualification à la radioprotection délivrée par des personnes certifiées par des organismes accrédités,
3. le dernier rapport de contrôle effectué par un laboratoire extérieur sur les sources, appareils en contenant et l'ensemble des locaux où sont mises en œuvre, entreposées ou fabriquées des substances radioactives,
4. le résultat du contrôle du respect de la dose efficace engagée ajoutée pour le public.
5. la copie des engagements de reprises des sources périmées (plus de 10 ans) par les fournisseurs ;
6. les dispositions mises en œuvre pour prévenir et limiter les conséquences d'un incendie ;
7. les dispositions de lutte contre le vol ;
8. un historique à jour des radioéléments utilisés ou entreposés, de leur activité et de leur destination ;
Un plan situant les zones d'entreposage et d'utilisation des substances radioactives et des déchets.
9. le bilan des déchets « nucléaires » éliminés ainsi que des filières utilisées (activités, dates d'enlèvement, modes de transport et transporteurs, destinations),
10. l'engagement de l'exploitant relatif à la mise en place d'un zonage des locaux adaptés aux risques nucléaires de l'installation et d'une surveillance médicale du personnel adaptée aux travaux effectués.
11. La réalisation d'études de poste qui garantissent le respect des valeurs de radioprotection imposées aux travailleurs.

Ces éléments, régulièrement mis à jour, sont regroupés dans un document unique qui peut être sous format informatique.

Le document global est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et sera transmis à M. le Préfet à chacune des modifications des points 1 et 2 et au moins tous les 5 ans.

3. Conditionnement

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité sera parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi. A titre des installations classées, une source scellée est dite conforme si elle respecte les normes :

- NF M 61.002 (ou norme équivalente),
- et NF M 61.003 (ou ISO 99-78 ou norme équivalente).

Les sources scellées (conforme ou non) doivent être restituées au fournisseur tous les 10 ans.

En cas de demande de prolongation au-delà de 10 ans d'une source scellée (conforme ou non), l'exploitant doit fournir, comme justificatif de sa demande, les informations et éléments suivants :

- engagement du fournisseur du maintien des caractéristiques de la source,
- résultat des derniers contrôles des sources scellées,
- engagement de reprise par le fournisseur à l'issue de la prolongation.

4. Enregistrement

En dehors des heures d'emploi, les sources scellées sont conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée. Elles seront notamment stockées dans des logements ou coffres appropriés fermés à clef dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible ; Ces entreposages comportent la signalétique adaptée aux risques radiologiques.

L'exploitant tient à jour un registre où sont consignés :

- les mouvements de sources (entrée / sortie),
- les activités concernées par les mouvements.

Ce registre est visé, chaque jour, par la personne compétente en radioprotection.

Un plan à jour des zones d'entreposage et de manipulation est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est transmis pour information aux services d'incendie et de secours.

Toute anomalie non expliquée dans les décomptes, toute perte ou vol devra être déclaré à M. le Préfet de département et à l'inspection des installations classées dans les 24 h. La déclaration de perte ou de vol mentionne notamment :

- la nature des radioéléments,
- leur activité,
- les types et numéros d'identification des sources scellées,
- le ou les fournisseurs,
- la date et les circonstances détaillées de l'accident ou de sa découverte.

Une perte non expliquée de radioéléments doit être suivie de :

- la réalisation d'une campagne de recherche active réalisée en présence d'un organisme agréé par les ministres du travail et de la santé en application de l'article R 1333-44 du code de la santé.
- un contrôle sanitaire des personnes habituellement présentes sur le site,
- de la limitation des accès aux tiers de l'établissement.

5. Surveillance

Un zonage adapté aux risques radiologiques et notamment aux débits de dose équivalente relevés est mis en place. Ce zonage comporte notamment des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité qui sont placés d'une façon apparente à l'entrée des lieux de travail et d'entreposage des sources ou des déchets.

L'usage et l'entreposage ne doivent pas être à l'origine, pour le public, d'une dose efficace ajoutée supérieure à 1 mSv/an.

L'exploitant prend toute disposition de temps, d'écran et de distance pour réduire autant que de possible la dose efficace ajoutée reçue par le public.

L'exploitant s'assure, par un contrôle annuel, du respect du seuil de 1 mSv/an supra, sur la base d'une estimation réaliste des doses résultant des diverses voies d'exposition pour les groupes de référence concernés (article R. 1333-10 du code de la santé complété par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 2003).

Les résultats de ce contrôle seront consignés sur un registre qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Des contrôles intermédiaires (tous les trimestres) sont effectués par l'exploitant qui dispose d'un matériel de contrôle portable de l'absence de contamination résiduelle ou d'absence de risque d'irradiation. Ces appareils sont adaptés aux risques à contrôler (contamination surfacique et/ou volumique, irradiation) ainsi qu'aux rayonnements mis en œuvre (α , β , γ).

Les appareils de contrôle sont étalonnés annuellement.

6. Utilisation, entreposage

Tout récipient, réservoir... contenant des sources doit porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels (curies) et la date de la mesure de cette activité.

7. Consignes

Des consignes particulières sont rédigées par la personne physique titulaire de l'autorisation de détention de source. Elles concernent :

- les réactions et personnes à prévenir en cas d'incendie,
- les réactions et personnes à prévenir en cas de vol,
- les opérations de manipulation, de fabrication, d'entreposage et d'évacuation des déchets des substances radioactives.
- Les opérations de contrôles internes d'absence de contamination ou d'irradiation et d'étalonnage des appareils de contrôle.

Ces consignes sont visées par le service compétent en radioprotection de l'établissement demandé à l'article 5.1 du présent arrêté. Elles sont tenues à la disposition du service d'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure de la bonne prise en compte de ces consignes par son personnel et par les intervenants extérieurs.

Les consignes incendie sont clairement affichées dans l'ensemble de l'établissement.

8. Risque incendie

Les zones d'entreposage et de manipulation des sources radioactives ne sont pas situées à proximité d'un stockage de produits combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...) ou en sont séparées par un mur coupe feu 2 h.

Les moyens de secours contre l'incendie dont l'emploi est proscrit sur les substances radioactives présentes dans l'établissement sont signalés.

Les zones d'entreposage et de manipulation des sources radioactives ne commandent ni escalier, ni dégagement quelconque. L'accès en est facile pour les services de secours et permet, en cas de besoin, une évacuation rapide des sources.

Les portes de zones de manipulation ou d'entreposage s'ouvrent vers l'extérieur et doivent fermer à clef. La clef sera détenue par la personne compétente en radioprotection et un double de cette clef sera déposé dans un coffret vitré facilement accessible.

En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, les services de secours doivent être informés, dès l'alerte, du risque radiologique.

Les services d'incendie appelés à intervenir seront informés du plan des lieux, des emplacements des différentes sources radioactives, des moyens et voies d'évacuation des sources ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans l'établissement.

9. Déchets

Les déchets de sources non scellées et/ou les sources usagées ou détériorées seront entreposées dans des locaux dédiés garantissant la sécurité des tiers et du personnel dans l'attente de leur enlèvement.

L'accès aux zones d'entreposage des déchets doit être limité.

Un registre "déchets" présente :

- les dates de transfert des substances vers le local "déchets",
- les activités des déchets ainsi évacués,
- leurs caractérisations (radioéléments, groupe de radio toxicité)
- la date d'enlèvement pour élimination avec l'activité globale au jour de l'enlèvement, la société en charge de l'enlèvement, la société en charge de l'élimination, les justificatifs (BSFDI) associés.

Les rejets liquides sont interdits dans les réseaux collectifs ou dans le milieu naturel. Ils doivent être considérés comme des déchets et évacués comme tels.

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation devront être remis à l'organisme régulièrement autorisé à cet effet. Ils pourront être pris en charge par l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (A.N.D.R.A.).

L'exploitant transmet à M. le Préfet, sous 1 an, un plan de gestion de ses déchets radioactifs qui peut tenir compte, pour les "courte vie" (période radioactive inférieure à 100 j) notamment, d'une décroissance radioactive sur place.

10. Arrêt de l'installation

Le site devra être décontaminé s'il y a lieu. Cette décontamination sera telle qu'il ne se manifeste, sur le site, aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire autorisée.

Le résultat de la décontamination est contrôlé par un organisme tiers compétent dont le rapport sera joint au dossier demandé à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Ledit dossier sera également complété des attestations de reprise des sources radioactives délivrées par le fournisseur.

Article 6 :

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où les installations n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 7 :

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif (article L 514.6 du Code de l'Environnement) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Article 8 :

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions d'exploitation et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de LOCHES.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du Préfet d'Indre et Loire et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 9 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de LOCHES et Monsieur l'Inspecteur des installations Classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

fait à Tours, le 11 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



Eric PILLOTON

